RENTÉE JUDICIAIRE 2015

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR
L'HONORABLE NICOLE DUVAL HESLER
Juge en chef du Québec

Barreau de Montréal

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

Le 10 septembre 2015

Distingués invités, distinguished guests,

C'est pour moi un plaisir renouvelé que de participer à cette séance de rentrée des tribunaux, une tradition séculaire qui permet de réunir le monde juridique, chaque année, et de discuter des enjeux auxquels nous sommes confrontés dans le moment présent.

Selon l'usage, je commencerai par vous entretenir brièvement des développements principaux qui touchent la Cour d'appel à l'heure actuelle.

Notre nouveau site web constitue un projet parmi d'autres qui vise à simplifier l'accès à l'information de base dans une ère où l'avalanche de renseignements est en soi une source de confusion. Nous essayons de vulgariser la procédure en appel, même pour les non-initiés. C'est notre façon à la fois plus directe et plus modeste de participer à l'effort collectif d'accroître l'accessibilité à la justice.

À la demande de la Cour, la ministre Vallée a présenté à l'Assemblée nationale un amendement à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* qui permettra à la Cour de siéger occasionnellement en région. Cette initiative de la Cour a été entreprise afin de familiariser les milieux juridiques locaux avec la procédure d'appel et d'effectuer un rapprochement avec les justiciables de toutes régions. Le Barreau a soutenu cette initiative avec grand enthousiasme quand nous l'avons proposé il y a trois ans, et a promis de nous aider à choisir des appels susceptibles de présenter un intérêt pour le milieu juridique local concerné. Nous espérons que les barreaux locaux auront bientôt l'occasion de souhaiter la bienvenue à nos juges de la Cour d'appel dans divers palais de justice régionaux.

Autre développement, la Cour d'appel publiera à la mi-septembre son projet de règlement de procédure puisqu'il est devenu nécessaire d'adapter nos règles de pratique actuelles au nouveau *Code de procédure civile* qui gouvernera dorénavant les instances civiles.

La Cour d'appel se porte bien, et même fort bien. Si je compare nos effectifs à ceux de l'an dernier, alors qu'il nous manquait quatre juges pour motifs de santé et en raison de postes non comblés, nous débutons l'année judiciaire avec deux nouveaux membres nommés depuis l'ouverture des tribunaux de septembre dernier. L'arrivée des nouvelles recrues est toujours une occasion de reprendre notre travail revigorés par de nouvelles perspectives et je suis ravie que notre Cour ait tout récemment été renforcée par ces nominations. Je parle évidemment des honorables Étienne Parent dans le district d'appel de Québec et Marie-Josée Hogue dans le district d'appel de Montréal. Ils sont sans contredit des juristes d'une grande réputation et leur nomination reçoit l'aval de toute la profession juridique. Nous les accueillons avec plaisir et fierté.

Notre seul départ, pendant l'année judiciaire, a été celui du juge Pierre Dalphond, un départ profondément regretté du reste puisque le juge Dalphond, par ses connaissances, son ardeur au travail et son enthousiasme pour le droit, contribuait énormément à l'œuvre et à la vie de la Cour d'appel du Québec. Le Barreau en ressort gagnant, le juge Dalphond ayant rejoint ses rangs. Je le lui prédis d'ailleurs une brillante troisième carrière.

Au rang de nos besoins, je mentionnerais tout d'abord la nécessité d'ajouter deux postes de juges dans le district d'appel de Montréal. Nos effectifs actuels n'ont connu aucune augmentation depuis 1991, bien que le volume d'appels traités ait considérablement augmenté depuis, particulièrement dans le district d'appel de Montréal vers lequel le volume des appels s'est progressivement déplacé au fil des ans. Nous nous devons de préserver le plus possible l'unicité de l'œuvre jurisprudentielle de la Cour et de veiller à ce que nos formations soient composées à la fois de juges de la division d'appel de Montréal et de celle de Québec. Il s'agit d'ailleurs là d'une obligation légiférée.

J'ajouterais qu'un examen comparatif approfondi des effectifs et du volume des cours d'appel au Canada justifie amplement ces deux postes additionnels à Montréal. Si je dis approfondie, c'est que ce genre d'examen nécessite une connaissance sûre des facteurs pertinents. Sans m'étendre davantage sur le sujet, je précise que toute comparaison avec l'Ontario doit prendre en considération l'existence d'une cour divisionnaire dans cette province, laquelle réduit considérablement le nombre d'appels que la Cour d'appel de cette province plus peuplée est appelée à entendre. La Cour d'appel du Québec, avant et depuis que j'en fais partie, demeure la Cour d'appel la plus occupée à travers le pays, recevant l'an dernier au-delà de 1800 inscriptions en appel et requêtes pour permission d'appeler. Tout cela pour vingt juges, dont 19 juges puinés et la juge en chef, plus un nombre variable de juges surnuméraires, sans l'apport desquels, du reste, nos délais deviendraient inacceptables.

Le deuxième besoin non comblé de la Cour d'appel du Québec est celui d'un service de traduction du français vers l'anglais. L'absence de ce service prive la Cour d'appel du Québec du rayonnement qu'elle devrait avoir dans le reste du Canada, et prive le reste du Canada d'un corpus juridique pertinent et important. Elle prive également le Barreau du Québec du rayonnement qui lui revient. Tant que nos arrêts importants ne sont diffusés qu'en français, ils demeurent moins cités. Sont moins cités également les avocats et avocates qui plaident devant la Cour d'appel. Leurs noms sont moins circulés. Par exemple, il m'a été donné récemment, en consultant la banque jurisprudentielle Westlaw en matières criminelle, de faillite et de divorce, toutes des matières où le droit est uniforme à travers le Canada, de constater qu'on y avait rapporté quelque 8400 décisions en provenance du reste du Canada contre 213 en provenance du Québec, soit 2.5%. Il s'agit d'une réalité concrète et il nous incombe d'augmenter la visibilité de notre système de justice, un système qui fait l'objet d'un intérêt grandissant à travers le monde en raison de l'attrait du bijuridisme et du bilinguisme de nos tribunaux. L'absence de versions anglaises, je le répète, nuit au rayonnement de la Cour et prive celle-ci, ainsi que les plaideurs, de l'influence qu'ils devraient avoir au sein des instances judiciaires canadiennes et internationales.

Je passe maintenant à un thème qui me semble approprié en cette journée d'ouverture des tribunaux, à l'aube de l'entrée en vigueur d'un nouveau *Code de procédure civile*, soit le besoin de s'adapter aux changements. C'était d'ailleurs là le thème choisi par le Barreau d'Arthabaska pour sa rentrée judiciaire, à laquelle j'assistais mardi dernier : soit « Le vent tourne, il faut s'adapter ».

Il va de soi que le système de justice est un acteur primordial dans l'évolution de toute société moderne. En fait, le système de justice constitue à mes yeux la masse critique d'une démocratie. Sans un système de justice impartial, neutre, impénétrable à la corruption, à l'influence des personnes au pouvoir, ou d'individus ou corporations bien nantis, tous les droits, garanties et bénéfices d'une démocratie deviennent illusoire. C'est d'ailleurs pourquoi d'éminents juristes, dans tous les domaines du droit, multiplient leurs efforts pour assurer que les professions juridiques et le système judiciaire puissent

progresser au rythme des nouveaux défis¹ qui se présentent en temps réel dans une société, car il revient à la justice, finalement, de rendre possibles les solutions choisies sous les pressions du moment pour régler des phénomènes nouveaux, qu'il s'agisse de mobbing informatique ou d'immigration illégale de réfugiés désespérés.

Le thème de cette rentrée nous invite par conséquent à réfléchir sur nos facultés d'adaptation en tant que juristes. Que le vent tourne, cela ne saurait faire aucun doute. On a cependant l'impression que les communications modernes le font tourner de plus en plus vite. Comment pouvons-nous, en tant que juristes, nous adapter à cette réalité en constante mouvance ?

Je crois qu'il faut d'abord accepter l'inévitabilité des changements et des transformations dans toute société. Nul n'y échappe, tout comme nul n'échappe aux mouvements de résistance aux changements. Le philosophe Gaston Bachelard disait que « C'est ce que nous pensons déjà connaître qui nous empêche souvent d'apprendre. » (Claude Bernard, Cahier des notes 1850-1860, Mirko, Grmek, dir., Paris). Il aurait pu dire également que la peur de l'inconnu nous rend réfractaires aux changements. Confortables avec nos façons de faire, nous hésitons à les mettre de côté pour en adopter d'autres, ne sachant pas si le résultat escompté sera obtenu.

Pourtant les changements sont la manifestation première du fait que notre démocratie demeure dynamique et sensible aux besoins des membres de la société. Plutôt que d'ignorer le besoin de changer ou de résister à tout changement, ne vaut-il pas mieux participer au débat avec un esprit ouvert aux compromis et aux adaptations ? C'est indubitablement là le rôle, non seulement des juges, mais du Barreau et des avocat/es, notamment en cette époque où nous attend un changement de culture juridique important avec l'entrée en vigueur prochaine du nouveau *Code de procédure civile*.

Ce développement législatif ne sera pas sans comporter son lot de résistance et d'adaptation. Pour paraphraser une autre auteure, bien connue dans le monde juridique anglophone canadien (Ruth Sullivan), "Making law is the job of the legislature, determining its true meaning is the job of the Courts".

Change is inevitable, and so are manifestations of resistance to change. This is not something to fear. It is something to welcome as the sign that our democracy remains vibrant and alive to the needs of our society as well as those of each member of society.

Inévitablement, les nouvelles dispositions du Code feront l'objet de débats judiciaires. Il s'agit d'un passage quasi obligé pour tout réaménagement législatif. Le rôle des avocats dans ces débats sera à mes yeux la principale garantie du maintien de nos principes démocratiques à travers ce bouleversement, car c'est vers elles et eux que se tourneront les justiciables directement affectés.

Comme le faisait remarquer le Barreau dans son *Mémoire sur la réforme*, les parties demeurent maîtres de leur dossier. Rest assured, we judges leave that job to you. The lawyers, as always, remain the

¹ Voir, entre autres, Daniel Bouchard et al, « L'adaptation aux changements climatiques, une préoccupation plus qu'environnementale » dans Barreau du Québec, *Développements récents en droit de l'environnement*, Montréal, Yvon Blais, 2014; Marie-France Bureau et Jean-Sébastien Sauvé « Changement de la mention du sexe et état civil au Québec : Critique d'une approche législative archaïque » (2011) 41 RDUS 1; et Antoine Guilmain, « Le nouveau *Code de procédure civile* au prisme des technologies de l'information » (2014) 73 R du B 471.

carriers of the brief. There is a good reason for that: they know things that the Court does not, and ought not to know if we are to preserve the right to confidentiality of attorney-client communications, a must in a democracy.

Il est opportun de souligner que la réforme québécoise se situe dans une transformation culturelle qui dépasse nos frontières. Elle s'inspire notamment des réformes entreprises en France et au Royaume-Uni et reflète des valeurs classiquement reconnues par les réformes de la procédure civile à travers le monde, entre autres, la proportionnalité, l'accessibilité à la justice, la qualité, la simplicité et la célérité de la justice civile. La Cour d'appel voit d'un œil favorable ce nouveau Code et nous espérons que cette réforme facilitera le parcours des justiciables dans le système de justice.

Il reste que pour les juristes que nous sommes, juges et avocat/es, la souplesse et l'adaptabilité demeureront des outils indispensables. Plus que jamais, l'apport des avocat/es sera non seulement utile, mais nécessaire pour trouver un point d'équilibre, c'est-à-dire, pour inspirer aux tribunaux des solutions qui satisfassent non seulement les nouvelles règles de droit, mais aussi la justice.

Pour clore, je vous rappelle que la Cour d'appel du Québec siège de façon continue depuis 1849. À travers les quelque 160 ans de son histoire, la Cour d'appel a dû s'adapter à plusieurs reprises, mais elle a toujours su rester fidèle aux principes démocratiques fondamentaux : la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ainsi que la sauvegarde de l'indépendance et de l'impartialité des juges.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une année judiciaire des plus fructueuses. May you have an excellent Judicial Year!